

# SHIREEN HUNTER

Chercheur (Distinguished Scholar) au CSIS

Sept ans après le début du conflit en Afghanistan et près de six ans depuis le début de la guerre en Irak, les défis auxquels le monde est confronté, dans une région instable s'étendant du Pakistan à l'Irak, restent plus redoutables que jamais. En fait, au moins sur un point, à savoir la situation au Pakistan, les conditions actuelles sont pires qu'elles ne l'étaient au début des opérations militaires en Afghanistan.

Il y a quelques lueurs d'espoir, notamment l'accalmie relative de la situation en Iraq à la suite de l'affaiblissement de l'insurrection sunnite et du contrôle des milices chiites, notamment de l'armée du Mehdi de Muqtada Al Sadr. Toutefois, même en Iraq, les progrès récents sont encore fragiles et des problèmes essentiels restent non résolus.

Les problèmes dans cette région et plus particulièrement dans les trois pays Afghanistan, Irak et Pakistan, ont des racines aussi bien dans l'histoire récente et les actions des gouvernements de ces pays et des principaux acteurs internationaux, que dans des événements et des politiques qui remontent à des décennies. En outre, certains des problèmes auxquels sont confrontés ces pays proviennent de questions aussi fondamentales que la fragilité de l'identité nationale par rapport aux identités tribales, ethniques et sectaires, la question de la légitimité politique, la fragilité ou, plus sérieusement, l'absence d'institutions politiques et sociales solides; des niveaux élevés de corruption, des graves problèmes économiques et des disparités économiques criantes.

Un facteur de complication supplémentaire provient des rivalités régionales et internationales pour gagner en influence dans ces pays, parfois en ignorant les réalités du terrain.

Un traitement complet de ces questions est impossible dans cette courte discussion. Par conséquent, je vais simplement citer quelques-uns des défis les plus importants, leurs causes profondes, à la fois récentes et plus anciennes, et je présenterai des suggestions quant aux meilleures façons d'essayer de résoudre ou au moins d'atténuer les conséquences négatives de ces défis.

## Iraq

Voici les problèmes les plus fondamentaux de l'Iraq :

Tout d'abord, un désaccord sur le fait de savoir si l'Irak est une nation. A noter que la majorité arabe d'Irak (à la fois sunnite et chiite) insiste sur le maintien d'un soi-disant « caractère arabe » de l'Irak. Pourtant, au moins un quart, et peut-être plus, de la population irakienne est composée de Kurdes, de Turkmènes et d'Assyriens qui voudraient voir un nouvel Irak qui reflèterait leur part dans l'identité nationale d'un Irak multi-ethnique et multiculturel.

En termes d'identité nationale, la ligne de fracture sectaire est également importante. Dans le passé, alors que les Chiites constituaient la majorité, l'identité officielle du pays était sunnite. En effet, une partie des problèmes d'insurrection postinvasion de l'Iraq étaient dus au fait que les Arabes sunnites irakiens n'étaient pas préparés à voir un Irak qui reflète sa diversité ethnique et sectaire.

Deuxièmement, les désaccords sur la structure politique de l'Iraq. Le principal problème à cet égard, nonobstant les dispositions constitutionnelles, demeure un désaccord sur le caractère de la structure gouvernementale de l'État irakien. Le problème le plus important à cet égard est le désir latent des Kurdes d'Irak d'avoir un État indépendant qui, en temps voulu, serait rejoint par les régions kurdes d'Iran, de Turquie et de Syrie.

Troisièmement, la question de la répartition du pouvoir politique de l'Irak entre ses divers groupes ethniques et religieux. Depuis trop longtemps en Irak, une minorité arabe sunnite a statué sur le reste de la population. Il est psychologiquement très difficile pour les Arabes sunnites, plus particulièrement pour le parti Baas et d'autres nationalistes arabes d'accepter un partage du pouvoir tel qu'ils n'y seraient plus dominants. C'est la principale raison

pour laquelle les Arabes sunnites ont boycotté les premières élections législatives et ont été pour l'essentiel responsables des troubles en Irak. En effet, la plupart des victimes de la violence en Irak ont été les Chiites.

Quatrièmement, la répartition des ressources économiques. Les plus grandes réserves de pétrole d'Iraq se trouvent dans des régions du sud habitées principalement par les Chiites, et dans les régions habitées par les kurdes/turkmènes, notamment à Kirkouk. La question de Kirkouk va au-delà des simples ressources économiques et est directement liée aux aspirations kurdes à un Kurdistan indépendant. Avec Kirkouk faisant partie de l'enclave kurde, un futur Kurdistan indépendant serait économiquement plus viable.

Cinquièmement, les rivalités régionales. Les problèmes de l'Iraq ont été exacerbés par des rivalités régionales.

Dans ce contexte, l'attention a été surtout portée sur les activités de l'Iran et ses ambitions en Irak. Toutefois, à certains égards, l'attitude de certains des autres voisins de l'Iraq, notamment de l'Arabie saoudite, des autres pays arabes du Golfe et de la Turquie n'a pas été particulièrement constructive. L'Arabie saoudite a soutenu les insurgés sunnites et n'est pas disposée à accepter un gouvernement irakien dans lequel les Chiites auraient plus qu'un rôle symbolique.

La Turquie pendant ce temps adopte une position dure sur Kirkouk et utilise la carte turkmène. Les craintes de la Turquie au sujet de ses propres Kurdes et les fréquentes attaques turques contre des bases à l'intérieur de Kurdistan irakien ne sont pas de nature à faciliter les choses.

### **Davantage de défis immédiats**

Ce sont certains défis fondamentaux qui ne sont pas susceptibles de disparaître de sitôt. Pourtant, ils devraient être pris en compte si une stabilité à long terme doit être instaurée en Iraq.

En outre, il existe des problèmes immédiats, à savoir : la forme et la durée de la présence militaire et politique étrangère, principalement américaine, en Irak; le problème de Kirkouk, et les problèmes de succession surtout si la santé de Jalal Talebani se détériore.

### **Solutions possibles**

Il faudra du temps pour trouver des réponses aux questions fondamentales de l'identité nationale et du partage du pouvoir et des privilèges entre les diverses populations d'Iraq, et une période de calme et une longue pratique dans l'art du compromis politique et dans l'apprentissage d'une approche de partage et de coopération seront plus bénéfiques que la tradition de la méthode de domination.

Mais pour ce faire il faut que la situation soit plus calme. La responsabilité en revient principalement aux Iraquiens eux-mêmes. Tous les intéressés doivent se convaincre qu'ils perdront plus en se querellant qu'en coopérant et qu'aucun groupe ne doit imposer sa domination aux autres. Toutefois, et c'est le plus important, les Sunnites doivent être convaincus que le retour à l'ancien temps n'est pas possible.

À cet égard, les voisins de l'Iraq, en particulier la Turquie et les Arabes sunnites, notamment l'Arabie saoudite, ont un rôle important à jouer. En particulier, les Saoudiens ne devrait pas considérer l'émancipation des Chiites d'Iraq comme une sorte de menace pour leur propre existence. Pareillement, ils ne devraient pas voir un Irak où les Chiites bénéficieront du droit de citoyenneté et participeront au pouvoir, comme une augmentation de l'influence de l'Iran. L'Iran aurait plutôt à gagner si les Chiites sont amenés à croire que les gouvernements arabes sont contre eux.

Dans le même sens, les puissances occidentales, tout en étant vigilantes sur les activités et les ambitions iraniennes en Irak, devraient dissuader les Arabes sunnites d'attiser les flammes sectaires. En fait, dans le passé, la manipulation du facteur chiite pour obtenir le soutien arabe contre l'Iran a eu un effet négatif sur l'Irak et ses conséquences sont également observables dans d'autres pays arabes du Golfe. Ainsi, la question de l'endiguement de l'Iran devrait-elle être dissociée de la stabilisation politique de l'Irak.

La Turquie, également, est préoccupée à la fois par un gouvernement irakien dans lequel la majorité chiite a une plus grande influence et par l'impact de l'évolution du Kurdistan irakien sur sa population kurde. Mais, ici aussi, la peur ne devrait pas être conseillère. La pire crise kurde de Turquie s'est produite du temps de Saddam Hussein. La Turquie doit comprendre que son problème kurde a une dynamique interne et n'est pas principalement alimenté par des forces et des évolutions extérieures. Les alliés occidentaux de la Turquie devraient sensibiliser la Turquie à ces problèmes. La peur excessive que la Turquie, si elle est soumise à une trop forte pression, choisisse l'option d'une alliance avec la Russie et l'Iran, est sans fondement. Il y a trop d'obstacles à une telle alliance, y compris des divergences fondamentales d'intérêts aussi bien que des rivalités régionales, ethniques et autres.

En outre, les puissances occidentales et régionales ne devraient pas revenir à une nostalgie de l'époque baassiste.

À long terme, la meilleure solution aux problèmes de l'Iraq et de ses voisins pourrait résider dans le développement de formes de gouvernements décentralisés, et même fédéraux, et dans la promotion d'un régionalisme économique, culturel et politique. Ces mesures pourraient atténuer à la fois le séparatisme ethnique et les rivalités régionales.

## **L'Afghanistan**

L'Afghanistan fait face à tous les problèmes fondamentaux d'identité et autres relevés dans le cas de l'Iraq, aggravés par la destruction du pays par la guerre soviéto-afghane (1979-1989) et par la longue guerre civile afghane qui en un sens, a repris après la pause qui a suivi les opérations militaires de 2001.

À certains égards, la situation afghane est pire que celle de l'Irak aussi à cause du caractère particulier de l'islam sunnite (le wahhabisme) qui a gagné en influence dans le pays, remplaçant plus ou moins l'islam Hanafi traditionnel et plus modéré. Ce changement a eu lieu grâce à une politique délibérée poursuivie par le Pakistan et l'Arabie saoudite pendant la guerre soviéto-afghane et la guerre civile afghane. La propagation de ce type d'islam a, à son tour, facilité le développement, ou certains diraient même l'invention, des Talibans par le Pakistan et ses alliés arabes avec les États-Unis et les pays occidentaux qui les ont soit soutenus soit au moins tolérés. Il n'est pas étonnant que dans les années 90 seuls le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis aient reconnu le régime taliban.

### *Les ambitions du Pakistan en Afghanistan*

Pour comprendre la situation en Afghanistan au cours des trois dernières décennies et sa crise actuelle, il est important de comprendre comment le Pakistan voit ses intérêts en Afghanistan.

Le Pakistan a toujours voulu avoir une influence déterminante en Afghanistan et en plus sur son gouvernement. Cependant, jusqu'à la guerre soviéto-afghane cet objectif a été complètement hors de portée du Pakistan, même si, en 1960, avec l'aide de l'Arabie saoudite, le Pakistan a commencé à se battre pour asseoir son influence au Pakistan.

Une des raisons de cette volonté est d'écraser pour toujours les revendications irrédentistes afghanes du Pashtunistan. Deuxièmement, dans le cadre de sa concurrence avec l'Inde, le Pakistan considère l'Afghanistan comme une réserve stratégique. Ce dernier facteur a perdu de son importance avec la disparité qui s'accroît entre l'Inde et le Pakistan. Toutefois, le Pakistan est soucieux de prévenir une présence indienne au Pakistan et également de limiter l'influence de l'Iran.

Par conséquent, si le Pakistan ne peut pas avoir le contrôle de l'Afghanistan, il préfère avoir un Afghanistan instable à ses frontières plutôt qu'un gouvernement afghan viable, capable de poursuivre ses propres intérêts nationaux et régionaux.

Depuis le début des opérations militaires, le Pakistan a joué un double jeu de masques, comme allié indéfectible dans la guerre contre le terrorisme tout en déstabilisant le gouvernement afghan et en soutenant des extrémistes musulmans. Le président afghan Hamid Karzaï a dénoncé à maintes reprises le rôle destructeur du Pakistan en Afghanistan.

La question est de savoir si avec la menace croissante des militants au Pakistan, le Pakistan lui-même reconsidèrera cette politique.

### *Le facteur saoudite*

L'Arabie saoudite a été un acteur important depuis les années 1960 dans le cadre de sa compétition régionale d'abord avec le régime du Shah et ensuite avec le gouvernement islamique d'Iran.

Propager l'islam wahhabite, avec ses dimensions extrêmes antichrites, est la clé de voute de la politique saoudienne en Afghanistan. Les occasions de le faire se sont multipliées au cours de la guerre Union soviétique-Afghanistan et de la guerre civile afghane. Comme indiqué ci-dessus, l'Arabie saoudite a reconnu le régime taliban.

Les Saoudiens ont toujours détesté les Moudjahidin tadjikes et, bien sûr, l'importante minorité chiite d'Afghanistan. De leur point de vue aussi, un Afghanistan en ébullition vaut mieux qu'un Afghanistan viable entretenant des relations normales avec l'Iran et faisant partie d'un groupement culturel de langue persane.

Le Président Karzaï, en reconnaissance de l'influence saoudienne, a déclaré en septembre qu'il avait plusieurs fois demandé au roi Abdallah d'aider à des négociations de paix entre le gouvernement et les Talibans.

### **Que faire ?**

Les mesures les plus immédiates doivent être l'élimination de la menace militaire et sécuritaire représentée par les Talibans et leurs sympathisants, et la restauration d'un sentiment de sécurité dans la population. Cela nécessitera l'utilisation de forces militaires plus importantes et plus efficaces ainsi que de tendre la main aux membres et aux sympathisants des Talibans les moins durs.

L'étape suivante doit être la limitation et finalement l'élimination des chefs régionaux (souvent dénommés seigneurs de la guerre). Il s'agit d'un projet à plus long terme. Toutefois, des mesures dans ce sens doivent être prises.

Dans le processus d'élimination des Talibans, il faut veiller à ne pas nuire aux populations civiles et à bien les traiter. Sinon, elles seraient tentées de se tourner vers les Talibans. Déjà, il semble y avoir un peu de nostalgie pour la paix même si elle fut imposée avec brutalité par les Talibans dans les années 90. Quelques enseignements en ont été tirés, mais il faut faire plus.

La stabilité en Afghanistan ne sera pas possible sans la coopération sincère du Pakistan, et les efforts déployés par d'autres pays, notamment l'Arabie saoudite, pour exercer des pressions sur les Talibans.

Pendant ce temps, les problèmes avec l'Iran ne devraient pas influencer la politique vis-à-vis de l'Afghanistan comme ce fut le cas immédiatement après les opérations militaires de 2001. Accuser l'Iran pour les actes des Talibans n'est ni crédible, ni utile.

Enfin, des actions doivent être entreprises pour faciliter la vie des gens en particulier pendant les mois d'hiver.

À long terme, le meilleur moyen d'atténuer les rivalités régionales est de promouvoir la coopération régionale plutôt que d'encourager la concurrence ou d'utiliser l'Afghanistan comme un instrument stratégique pour maîtriser l'Iran comme cela a été fait dans les années 90. De même, des projets tels que l'oléoduc de la paix devraient être encouragés, car ils constituent des incitations, pour toutes les parties concernées, à résoudre leurs problèmes, plutôt que de s'y opposer et de récompenser l'Inde par des accords nucléaires qui tendraient à renforcer les craintes du Pakistan.

### **Le Pakistan**

Le Pakistan, aussi, est confronté aux nombreux problèmes fondamentaux décrits dans le cas de l'Irak, dont un grave problème sectaire.

Mais la plupart des problèmes immédiats du Pakistan sont la conséquence d'erreurs politiques, notamment celui de l'islamisation selon un Islam strict, qui a commencé sous Zia ul Haq et, malheureusement, ces politiques ont continué sous les gouvernements successifs qui ont suivi. Au contraire, le rôle du Pakistan dans la création des Talibans a

commencé sous Benazir Bhutto. Elle pensait, comme elle l'a dit, que « le Pakistan aura un effet civilisateur sur les Talibans ». Paradoxalement, c'est l'inverse qui s'est produit. Nawaz Sharif n'a pas fait mieux et a fait l'éloge du style de justice des Talibans.

Le Pakistan paye aussi le prix de son implication dans la guerre soviéto-afghane. Par exemple, l'ISI (Inter-Services Intelligence) a été créé au début des années 80 et maintenant, est devenu un État dans l'État. Il récolte également les fruits de sa politique erronée envers l'Afghanistan depuis les opérations de 2001.

Mais le problème le plus immédiat du Pakistan est de savoir comment concilier les demandes de son allié, les États-Unis, de prendre des mesures plus sévères contre les Talibans et ses propres militants, et de répondre à l'aspiration de sa population, de se focaliser sur ce qu'ils considèrent comme l'intérêt propre du Pakistan. En particulier, le président Zardari aura besoin de montrer son indépendance vis-à-vis des États-Unis au moment où les sentiments anti-américains sont à un niveau élevé au Pakistan.

### **Que faire?**

Les alliés occidentaux du Pakistan devraient le traiter avec fermeté et précaution. On doit faire comprendre au Pakistan qu'un Afghanistan instable n'est pas bon pour ses intérêts. Cependant, les alliés du Pakistan devraient s'abstenir d'actions qui pourraient embarrasser son gouvernement aux yeux de sa population.

Dans le cas du Pakistan, il faut aussi résister à la tentation d'utiliser ce pays dans le cadre d'une stratégie de pression sur l'Iran. Par exemple on ne peut pas exercer de pression sur l'ISI pour traiter avec les Talibans si l'on veut leur coopération pour aider les opposants sunnites tels que le Jund Allah en Iran du Sud-Est.